N° 2

SUPPLÉMENT SPÉCIAL AU N° 471 DE « L'EXPRESS » DU 23 JUIN 196

LETTRE D'INFORMATION

INDEX

- *La situation militaire.*
- *Quatre rapports à de Gaulle.*
- *Les prévisions activistes.*
- *Complot en Guinée.*
- *Paris - Londres - Washington.*
- *Confidences de Gromyko.*
- *Plan contre Trujillo.*
- *Rapport sur l'Iran.*

LES OBJECTIONS DU GÉNÉRAL CRÉPIN AU PLAN MILITAIRE DU GÉNÉRAL GAMBIEZ ONT CONVAINCU L'ÉLYSÉE

DES discussions assez vives opposent le général Gambiez (commandant l'Ouest algérien) au général Crépin (commandant en chef) sur la conduite des opérations en Algérie.

Ces discussions ne sont pas exemptes de problèmes personnels. M. Delouvrier avait tout fait pour que le général Gambiez fût le successeur du général Challe. En choisissant, au contraire, le général Crépin pour le commandement en chef à Alger, le général de Gaulle a déçu l'attente de son représentant politique en Algérie. En outre, le général Gambiez, qui a quatre étoiles comme le général Crépin, est cependant plus ancien que lui. Il se trouve maintenant sous ses ordres.

Responsable militaire de tout l'Oranais, le général Gambiez estime avoir atteint dans son secteur des résultats décisifs. Ayant détruit l'organisation des maquis F.L.N., il a progressivement développé les « groupes d'autodéfense » composés de musulmans et chargés de la sécurité dans leurs communes ou leurs régions d'origine. Il estime que le maintien de gros effectifs militaires français ne peut avoir maintenant comme effet que d'entretenir un climat de guerre que ne justifie plus la situation réelle. Il suggère donc :

A. — De retirer la plupart des troupes françaises des secteurs les plus pacifiés ; il s'agit en pratique de la moitié nord des départements de l'Oranais et du quart nord-ouest des départements de la région d'Alger.

B. — De laisser aux groupes d'autodéfense la responsabilité principale de la sécurité partout où auront pu être retirées les troupes françaises.

C. — De supprimer l'application dans ces régions de quelques-unes des mesures imposées jusqu'à présent en Algérie par la nécessité du « maintien de l'ordre » ; il s'agirait en pratique de rétablir quelques-unes des règles normales concernant les libertés civiles et la vie politique.

D. — De reporter l'essentiel de l'effort militaire français sur certains secteurs dont on voudrait obtenir la pacification complète la plus rapide. A mesure que les objectifs choisis seraient atteints, on y prendrait les mêmes mesures que le général Gambiez propose d'appliquer dès maintenant dans une partie de l'Oranais.

Le général Crépin, ayant pris connaissance du rapport du général Gambiez — appuyé par M. Delouvrier — vient de formuler une série d'objections :

1° La sécurité qui semble avoir été rétablie dans plusieurs secteurs de l'Oranais ou de l'Algérois, demeure incertaine. Si le F.L.N. a dû disperser certains de ses maquis il peut encore mettre en œuvre beaucoup de petites unités qui pour le moment limitent leur action à quelques opérations de « terrorisme ». Au cas où ces secteurs seraient évacués par le gros des troupes françaises, le F.L.N. parviendrait rapidement à y réorganiser des maquis, de manière à empêcher leur retour à une vie économique, politique et administrative normale et à obliger le commandement français à modifier immédiatement ses plans.

2° Si les régions actuellement pacifiées retombaient sous l'influence politique du F.L.N. et si la situation militaire y devenait à nouveau favorable à l'adversaire, tout l'effet psychologique obtenu auprès des populations musulmanes par les succès remportés depuis un an serait aussitôt annulé. C'est un risque tel qu'on ne peut pas le prendre.

3° Si plusieurs des principaux maquis du F.L.N. ont été dispersés, ce n'est pas tellement sous l'effet de choc des opérations du « plan Challe » mais par l'action permanente des troupes implantées dans chaque commune. Leur présence continuelle (le « quadrillage ») a seule permis de rendre durables les résultats obtenus : il ne faut pas renoncer à cette méthode mais continuer à l'appliquer dans l'ensemble du territoire algérien.

4° En laissant croire au gouvernement et à l'opinion française que la situation militaire en Algérie permet de réduire le nombre d'hommes dont le commandement a besoin, on créerait une dangereuse illusion : l'arrivée sous les drapeaux des « classes creuses », en effet, va réduire fortement dès le second semestre 1960, et plus encore en 1961, le nombre d'hommes de chaque contingent. Il faudra alors demander au gouvernement d'augmenter le nombre de mois durant lesquels les contingents servent en Algérie.

Ce débat entre le général Gambiez et le général Crépin a été porté, début juin, à la connaissance du général de Gaulle. Le chef de l'Etat a considéré les objections du général Crépin comme fondées. Et c'est cette analyse de la situation militaire en Algérie qui a contribué à sa décision de faire un nouvel appel au F.L.N.

⁂

DE GAULLE S'EST DECIDE A LA SUITE DE 4 RAPPORTS

DURANT les trois semaines qui ont précédé le discours prononcé le 14 juin par le général de Gaulle, des contacts ont été pris par des personnalités mandatées par le général de Gaulle avec des représentants du F.L.N.

1° Le général Méric, officier général d'opinion libérale, et ayant occupé d'importantes fonctions au Maroc, s'est rendu à Tunis.

Il a eu comme interlocuteur M. Ahmed Boumendjel, chargé des relations extérieures du gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.). Il ressortait du compte rendu de la mission remplie par le général Méric que le F.L.N. considérait le problème des conditions de l'autodétermination comme le seul — avec les modalités du cessez-le-feu — sur lequel il puisse accepter une discussion immédiate. Toute précision apportée par le général de Gaulle sur la question des « délais », sur celle des termes exacts

de chacune des options offertes aux Algériens, etc., serait un obstacle à l'ouverture des discussions, de même que tout pas en avant vers la mise en place d'institutions provisoires telles que les « conférences des élus » envisagées par le gouvernement français.

2° M. Houphouet-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, s'est entretenu à Genève avec M. Benthami, délégué du Croissant Rouge en Suisse.

M. Houphouet-Boigny a rapporté de cette conversation l'impression que si des négociations franco-algériennes ne pouvaient s'ouvrir très prochainement, le F.L.N., appuyé sur la Chine, rechercherait délibérément l'aide de tous les gouvernements, partis ou hommes politiques d'Afrique noire capables de l'aider à poursuivre la guerre. M. Benthami ne lui a pas caché que le F.L.N. accuserait publiquement de « collaboration avec la France » tout gouvernement d'Afrique noire qui voterait en faveur de la thèse française lors de la prochaine session des Nations Unies et qu'il donnerait son appui direct à tous les mouvements d'opposition intérieure contre ces gouvernements.

3° M. Bernard Tricot, membre du cabinet politique du général de Gaulle, s'est rendu en Algérie et s'est installé plusieurs jours à Médéa. Il y a reçu des représentants de plusieurs chefs de Willayas (maquis F.L.N.). M. Tricot a rendu compte de ses impressions au chef de l'Etat. Ses interlocuteurs auraient admis que la situation militaire était moins favorable à l'A.L.N. actuellement qu'il y a un an ou deux ans, mais que celle-ci pouvait parfaitement subsister en s'en tenant à la tactique actuelle de dispersion des unités : si des négociations entre la France et le G.P.R.A. ne s'ouvraient pas et n'aboutissaient pas à un cessez-le-feu, l'A.L.N. serait prête à reprendre la lutte sur une plus vaste échelle quand elle pourrait bénéficier directement de l'aide matérielle offerte par plusieurs pays de l'Est, et particulièrement par la Chine.

4° M. René Brouillet, chef du cabinet du général de Gaulle, s'est rendu au Maroc dans la dernière semaine du mois de mai. Le secret a été gardé sur ce déplacement, mais la présence simultanée à Rabat de M. Brouillet et de M. Ferhat Abbas a été aussitôt interprétée, par ceux qui ont été mis au courant, comme le signe d'une première initiative de Paris, si les conditions s'y prêtaient. M. Brouillet a rendu compte personnellement au général de Gaulle des contacts qu'il avait eus.

C'est à la suite de ces quatre rapports que le chef de l'Etat a rédigé la partie algérienne de son discours du 14 juin.

⁂

L'ARMÉE MISE SUR L'ÉCHEC DE LA TENTATIVE DE GAULLE-F.L.N. ET PRÉPARE LA SUITE

A l'occasion de la nouvelle crise à Alger on constate que, depuis les événements de janvier dernier, les contacts sont devenus différents entre les organisations politiques de la minorité européenne et les milieux militaires.

La police de la Délégation générale vient d'identifier l'existence d'un Comité d'Organisation de la Résistance de l'Algérie française (C.O.R.A.F.). Celui-ci a préparé et mis au point un plan qui prévoit :

a) l'élimination physique du général de Gaulle (à mettre sur le compte des communistes).

b) l'avènement d'un triumvirat Bidault-Soustelle-Cogny (général d'Armée).

c) une politique de guerre à outrance.

Mais certains groupes de l'armée favorables à « L'Algérie française » et antigaullistes se tiennent à l'écart de ces projets. Contacté, le général Salan (qui est en très mauvais termes personnels avec le général Cogny depuis l'affaire du bazooka, et avec M. Soustelle depuis le 13 Mai) s'y est opposé en répondant :

1° le retour offensif de la guerre froide aura pour conséquence logique (malgré les dernières tentatives du général de Gaulle), un rapprochement

irrésistible entre le F.L.N. et la Chine. L'Algérie française deviendra un bastion de l'Occident. Les Américains, dans quelques mois, auront abandonné l'idée de traiter avec le F.L.N., si la tentative actuelle échoue.

2° Les événements d'Afrique du Sud montrent qu'une réprobation mondiale ne se traduit par aucun contre-courant et ne modifie pas le cours des événements pour peu que les responsables soient résolus.

3° Il n'y a aucune raison décisive, ni aucun moyen légal de substituer au général de Gaulle un autre pouvoir. Mais les événements de Turquie viennent de démontrer que l'armée peut intervenir dans la politique en assumant le pouvoir et que son avènement est sanctionné par la reconnaissance diplomatique de tous les pays.

Ce raisonnement se retrouve dans beaucoup de milieux militaires qui croient à l'amélioration lente mais continue de la sécurité, sur tout le territoire algérien ; à la rupture entre de Gaulle et Ferhat Abbas ; et, ensuite, à la prise du pouvoir progressive par l'Armée après la chute du prestige du général de Gaulle.

⁂

UNE ENQUÊTE IDENTIFIE LES OFFICIERS (CLANDESTINS) MÊLÉS AU COMPLOT CONTRE SEKOU TOURÉ

PEU d'informations ont paru dans la presse sur le complot monté en Guinée contre le régime de Sekou Touré.

Au fur et à mesure que certains détails sont connus, il apparaît que ce complot disposait d'appuis importants au-delà des frontières guinéennes. La découverte de dépôts d'armes à proximité de ces frontières a révélé l'importance de ces complicités.

On sait maintenant que certains officiers français, parmi lesquels un capitaine de parachutistes, ont participé au Sénégal à la constitution de ces dépôts d'armes clandestins. Ces officiers appartiennent aux groupes « activistes » de l'armée. Ils ont agi à l'insu du haut commandement.

Ils étaient en contact avec des milieux guinéens de l'opposition réfugiés au Sénégal. En particulier, ils agissaient en liaison avec un groupe de Foulbé (les Foula) de la région du Fouta-Djalon en Guinée. Ceux-ci ont toujours été hostiles à la politique de Sekou Touré. L'objectif était de déclencher un mouvement insurrectionnel en Guinée une fois qu'une quantité suffisante d'armes de guerre stockées au Sénégal auraient pu franchir la frontière.

Les dépôts ont été découverts au terme d'une enquête menée par la gendarmerie sénégalaise et supervisée personnellement par M. Mamadou Dia, président du Conseil sénégalais. Les résultats de cette enquête ont été communiqués à Paris.

⁂

CONVERSATIONS SECRÈTES PARIS-LONDRES-WASHINGTON SUR LES NOUVELLES PROPOSITIONS RUSSES

LE nouveau plan soviétique de désarmement a déclenché le mécanisme habituel des consultations personnelles « au sommet » entre Paris, Londres et Washington.

Comme dans les cas diplomatiques importants et urgents, le général de Gaulle et le président Eisenhower ont communiqué par printings (machines télex d'ambassade à ambassade) personnels, le général de Gaulle et M. Macmillan par téléphone Paris-Londres ordinaire, M. Macmillan et le président Eisenhower par fil spécial direct (installé entre la Maison Blanche et le 10 Downing Street).

Le général de Gaulle fait remarquer que, dans ses grandes lignes, le plan soviétique reprend le projet que lui, de Gaulle, tenant compte des observations que Krouchtchev lui a faites à Rambouillet, avait mis au point avec le président Eisenhower lors de leurs entretiens de Camp David. C'est-à-dire l'idée de lier étroitement la liquidation contrôlée des véhicules nucléaires à la liquidation, également contrôlée, des bases à l'étranger où peuvent être stockés ces véhicules.

A l'époque, Eisenhower a accepté le principe, mais depuis il n'a pas réussi à le faire admettre par le Conseil National de Sécurité à Washington. Il en a abandonné l'idée.

De Gaulle, aujourd'hui, insiste pour que l'idée soit relancée après les élections américaines : la Conférence au Sommet serait alors possible et pourrait se tenir dans des circonstances plus favorables. Le chef de l'Etat veut obtenir dès maintenant des assurances à ce sujet, aussi bien d'Eisenhower et Nixon que des principaux candidats démocrates. Il pourrait alors faire état secrètement de leur accord auprès des Soviétiques. La mission en a été confiée à M. Hervé Alphand, ambassadeur à Washington.

M. Macmillan se tient dans une attitude d'attente. Il a dit au général de Gaulle : « Lors de la Conférence manquée de Paris, c'est moi qui me suis mis en avant pour la médiation ; maintenant, c'est à vous de jouer. »

Une des raisons de la réserve observée par les Britanniques est qu'ils sont convaincus de l'infériorité stratégique des U.S.A. : ceux-ci n'ont que 200 ICBM (fusées intercontinentales) en état de fonctionnement seulement, dont 100 hors des U.S.A. Ils ne peuvent donc pas renoncer, avant plusieurs années, à leurs bases à l'étranger pour les IRBM (fusées à moyenne portée).

⁂

LES CONFIDENCES ET LES EXPLICATIONS DE M. GROMYKO A NEW YORK

DURANT son séjour à New York, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Gromyko, a réuni autour de lui cinq diplomates du groupe afro-asiatique. L'entretien a duré trois heures. Voici ce que le ministre soviétique a confié à ses interlocuteurs :

1° L'attitude de l'U.R.S.S. à la Conférence au Sommet n'a pas été due à ce que l'Occident appelle un « durcissement ». Il ne s'agit pas d'un retour à la guerre froide. Nous n'en voulons pas. Cette attitude a été décidée à Moscou, avant la Conférence au Sommet, par notre Comité central sur la base d'informations montrant que la politique des U.S.A. allait être paralysée jusqu'aux prochaines élections et que tout ce que voulait Eisenhower, c'était « gagner du temps » ; et montrant qu'il y avait d'importants milieux américains décidés à tout faire pour empêcher actuellement un accord sur le désarmement.

2° Nous n'avons nullement l'intention de revenir à la guerre froide, les cercles impérialistes américains, allemands et autres ne rêvent que de ce retour à la guerre froide qui sert leurs intérêts fondamentaux. L'essentiel pour nous c'est que les U.S.A. sachent, grâce aux réactions qu'ils enregistreront chez eux, chez leurs alliés et dans les pays neutres, qu'ils devront cesser toute provocation et toute pression s'ils veulent réellement parler de paix. Les résultats, à en juger par ce que nous remarquons dans plusieurs pays du monde y compris les U.S.A., sont positifs. Le monde a compris que s'il y a un faux calcul, s'il y a une fausse estimation des forces en présence par les U.S.A. et s'ils précipitent une véritable épreuve de force — la faute leur en incombera.

3° Une tâche considérable attend les nations non engagées (en Afrique, en Asie, en Amérique latine). Nous appuierons leur désir de participer aux prochaines Conférences au Sommet afin de rapprocher les vues en présence. Nous insisterons pour qu'elles aient un rôle influent dans la politique internationale.

Si vous estimez que nous avons tort, alors nous sommes prêts à vous écouter, à échanger nos vues, à essayer d'établir un pont entre nous et vous. Mais si vous estimez que les U.S.A. ont tort, alors il faut leur dire sans ambages que leur politique est dangereuse.

La France et la Grande-Bretagne appartiennent toutes deux à l'alliance militaire et sont par conséquent paralysées lorsqu'il se produit une épreuve de force diplomatique.

Voici certaines des questions qui furent posées à Gromyko par les ambassadeurs présents et ses réponses :

● *Les Américains s'attendent à une crise explosive en Extrême-Orient et parlent de l'agressivité éventuelle de la Chine populaire. Devons-nous nous attendre à une nouvelle crise aux îles Formose, Quemoy et Matsu ?*

RÉPONSE : Les droits de la Chine populaire sont indéniables et nous les appuierons toujours. Mais à moins de graves provocations de la part des Américains ou de Tchang Kaï Chek, je ne crois pas que ces appréhensions dont vous parlez se matérialiseront. Je répète : tout dépend des prochaines actions américaines. M. K. a informé les leaders chinois de tous les développements de la crise au Sommet et une identité de vues totale existe entre nous.

● *Du moment que vous refusez de traiter avec Eisenhower, ne pensez-vous pas que les négociations à Genève, sur le désarmement, n'aboutiront à rien ?*

RÉPONSE : Nous continuerons ces négociations, mais franchement je suis d'avis qu'elles n'aboutiront à rien jusqu'à l'entrée en fonctions du prochain Président américain. Mais rompre ces négociations serait faire le jeu précis des Américains. Bien entendu, si d'ici à la prochaine session de l'O.N.U. ils ne veulent rien faire, alors les négociations iront à l'O.N.U. et cette dernière se prononcera. Ceci s'applique aux négociations sur le désarmement aussi bien que sur les essais nucléaires.

● *Vous semblez trop ménager la France et le général de Gaulle et cela préoccupe certains d'entre nous...*

RÉPONSE : Il n'est un secret pour personne que de Gaulle et Macmillan ont désavoué la politique de l'envoi de l'U-2 à quelques jours de la Conférence au Sommet. K en était parfaitement conscient durant ses conversations avec de Gaulle et Macmillan à Paris.

Il n'est pas question, comme vous le dites, de ménager de Gaulle, mais de montrer que les Américains n'ont pas l'appui de leurs alliés, comme on le dit ou on le prétend. Du moment que les trois Occidentaux ne sont pas, au fond, dans le même panier dans la responsabilité de l'échec de la conférence, il n'est pas question que nous les blâmions tous les trois.

Quant à de Gaulle, sa politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. n'a pas été agressive et n'a pas constitué un défi à notre souveraineté et notre intégrité territoriale. Nous avons de bonnes raisons de croire que sa politique est loin de plaire aux Américains, dans certains aspects. D'autre part, il a certainement une politique plus indépendante que la plupart de ses prédécesseurs vis-à-vis des Américains et si vous aviez un Guy Mollet au pouvoir en France ou un autre, il aurait suivi aveuglément la politique américaine et aurait été plus anti-soviétique que les Américains eux-mêmes.

Cela dit, nous ne comptons pas modifier notre politique à l'égard de certains problèmes qui opposent de Gaulle aux pays africains luttant pour leur indépendance. Vous savez que là, vous avez tout notre soutien et notre appui.

Lorsque le « show-down » a lieu, vous nous trouvez toujours à vos côtés et contre la France. Dans la conjoncture internationale actuelle, il s'agit d'affaiblir, dans la mesure du possible et par tous les moyens possibles, ce que nous considérons être la « source » du mal, savoir : l'impérialisme américain et sa politique dangereuse. Une fois que cette source aura été affaiblie, les autres problèmes, comme ceux auxquels vous vous référez, ne seront plus difficiles à résoudre.

● *Croyez-vous une guerre mondiale possible ou inévitable ?*

RÉPONSE : Possible, oui ; inévitable, non. Possible, car elle peut dépendre d'un fou, d'un irresponsable dans le camp impérialiste qui ne veut pas la coexistence et qui lutte contre elle et voudra la saboter, même au prix d'une guerre. Inévitable, non, car il existe partout des gens raisonnables et intelligents qui connaissent ce que signifie une guerre nucléaire et feront tout

pour l'éviter. Je ne crois pas que la politique actuelle des U.S.A. cherche la guerre mondiale, mais je suis convaincu qu'il existe un nombre assez important de gens qui sont moins effrayés par la perspective d'une guerre mondiale que par le développement spectaculaire du camp socialiste. C'est le plus grave danger qui nous menace. Et c'est pourquoi notre réaction à l'affaire de l'U-2 a été conçue dans le but précis de donner un « choc » à l'opinion mondiale pour qu'elle réalise qu'il ne faut pas jouer avec le feu.

⁂

WASHINGTON ORGANISE AVEC SOIN LA CHUTE DU DICTATEUR TRUJILLO

L'AMBASSADE des Etats-Unis à Caracas a pris contact avec les émigrés de la République dominicaine. Le Département d'Etat prévoit la chute prochaine du dictateur actuel de ce pays, M. Trujillo : il s'agit d'éviter que sa chute n'ouvre la voie à un régime révolutionnaire du type cubain.

Le seul moyen, estiment les experts américains, est de soutenir contre Trujillo un mouvement révolutionnaire modéré s'appuyant sur la bourgeoisie traditionnelle. Voici l'analyse de la situation :

a) La tâche des diplomates américains est simple : la plupart des grandes familles dominicaines ont été lésées par Trujillo qui, avec sa famille et ses plus proches collaborateurs, sous le couvert de multiples sociétés et de divers prête-noms, est personnellement propriétaire des principales entreprises de l'île. Les représentants de ces familles, lorsqu'ils n'ont pas été emprisonnés ou exécutés, se sont exilés surtout au Venezuela et à Porto-Rico. Ils se sont unis sur un programme commun. Tous sont d'accord pour ménager l'amitié des Etats-Unis afin de pouvoir, en cas de victoire, trouver les moyens d'exploiter les ressources de l'île. En s'appuyant sur cette bourgeoisie, hostile à la dictature, Washington espère éviter une révolution populaire plus radicale.

b) Les récentes mesures américaines contre Fidel Castro (suppression de l'aide technique, multiplication des notes de protestation) constituent autant de garanties données à la bourgeoisie dominicaine en exil. Elles sont en même temps un avertissement aux éléments plus dynamiques de l'opposition.

c) L'enjeu pour Washington est important : la République dominicaine offre aux Etats-Unis des bases aéro-navales qui seront d'autant plus utiles si Fidel Castro refuse aux forces américaines l'emploi de la base de Guantanamo, dans le secteur oriental de Cuba.

d) Mais le Département d'Etat sait qu'il doit agir vite. L'Eglise catholique a déjà donné un coup de semonce à Trujillo. En outre, le dictateur dominicain avait recruté, par de fallacieux contrats de travail, des étrangers (notamment Espagnols et Allemands) qui, contrairement aux promesses données, ont été incorporés dans une « Légion étrangère » que Trujillo entendait utiliser contre Cuba. Certains ont violemment réagi : ils ont été emprisonnés ou exécutés. D'autres ont réussi à s'enfuir et se sont plaints au secrétariat général des Nations Unies. En outre, la République dominicaine traverse une grave crise économique qui, souligne le Département d'Etat, annonce la chute prochaine de la dictature.

e) Jusqu'à présent, Trujillo redoutait surtout une agression en provenance de Cuba. Il prévoyait en particulier une attaque fidéliste contre le régime dictatorial du président Duvallier, à Haïti. La frontière entre les deux pays eût alors été aisément franchie. C'est pourquoi il a versé à Duvallier une somme de quatre millions de dollars, en échange de quoi Haïti accepte que ses propres côtes, toutes proches de Cuba, soient placées sous la surveillance de la marine dominicaine.

Mais la menace qui pèse contre Trujillo ne vient pas de La Havane, elle vient désormais de Washington. Conformément aux recommandations des rapports dont nous avons donné l'analyse dans notre lettre d'information n° 1, le Département d'Etat estime qu'il doit maintenant retirer son appui aux dictateurs latino-américains, et fournir son appui aux mouvements d'opposition modérés. Cette action directe lui paraît le seul barrage efficace contre la « contagion fidéliste ».

RAPPORT AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT : PRÉVOIR LA CHUTE DU SHAH D'IRAN AVANT FIN 1960

LES derniers rapports diplomatiques qui viennent de parvenir du Moyen-Orient à Washington indiquent que la prochaine crise éclatera sans doute avant la fin de 1960 et qu'elle se produira en Iran. Un coup d'Etat contre le shah est devenu une probabilité après les événements de Turquie.

Voici le contenu du rapport reçu par le Département d'Etat de son ambassade à Téhéran :

1° Les événements de Turquie ont encouragé un certain nombre d'officiers supérieurs de l'armée iranienne à contacter des diplomates américains et anglais pour leur faire comprendre que la situation intérieure iranienne risque d'aboutir à une explosion d'où sortira un régime procommuniste, ou du moins un régime neutraliste qui déciderait le retrait de l'Iran du CENTO (Pacte liant la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Palestine).

Un colonel a informé un attaché militaire américain que le seul espoir d'éviter un « tel danger » serait un coup d'Etat sans effusion de sang qui abolirait la monarchie, établirait une république sous le contrôle de l'Armée jusqu'à ce que des élections démocratiques puissent être organisées.

Cet officier a également précisé qu'en ce cas le gouvernement américain serait assuré que les liens existant entre l'Iran et l'Occident seraient maintenus et que la présence de l'Iran dans le CENTO serait sauvegardée. Sans demander l'appui des U.S.A., cet officier n'a pas caché son espoir de voir les U.S.A. encourager ses projets.

2° Le développement du noyau des « officiers libres » en Iran a pris de grandes proportions depuis le coup d'Etat contre le Premier ministre Menderès en Turquie. Nous savons que le nom qu'utilise le leader de ce mouvement révolutionnaire est « Nassir ». Mais nous avons de bonnes raisons de croire que ce nom n'est pas le sien. D'après des informations dignes de foi, le nombre des officiers de ce groupement dépasse déjà 120. Mais il n'englobe pas encore tous les services de l'armée iranienne ; de plus, les services de renseignements de l'Armée iranienne demeurent loyaux au shah d'Iran.

3° Parallèlement à cette agitation dans l'armée, l'activité des anciens partisans de Mossadegh et du Tudeh (Parti Communiste iranien) actuellement dans l'illégalité, s'accroît depuis la fin du régime de Menderès en Turquie. Certains rapports indiquent que des liens étroits existent entre ces éléments et certains milieux militaires. Mais il est difficile d'en obtenir confirmation.

4° L'U.R.S.S. joue déjà sa partie : amener la chute du shah d'Iran, s'assurer que le prochain régime décidera le retrait de l'Iran de son alliance militaire avec le CENTO. De nombreuses publications illégales dénonçant violemment le shah et sa politique circulent dans plusieurs parties du pays. La plupart ont une tendance neutraliste, antioccidentale et parfois procommuniste.

★ ★ ★

COPYRIGHT RÉSERVÉ

(CETTE « LETTRE D'INFORMATION » DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME STRICTEMENT PERSONNELLE : ELLE NE PEUT ÊTRE REPRODUITE NI EN TOUT NI EN PARTIE. SON COPYRIGHT EST RÉSERVÉ.)

S. A. « L'EXPRESS »
La Nouvelle Vague
Le responsable de la publication : J.-J. Servan-Schreiber.

Composition de TYPO-ELYSEES, 91, avenue des Champs-Elysées, PARIS.
Tirage des I.P.R. Raymond Seguin, 10, rue du Faubourg-Montmartre, PARIS.